**La finance française veut se doter d'une stratégie de sortie du charbon**

Moins d'investissements dans le charbon et plus de produits "verts". Le 2 juillet, le secteur financier français s'est engagé à définir une "stratégie charbon" d'ici à 2020.

Le secteur financier français s'est fixé mardi 2 juillet de nouveaux engagements collectifs visant à contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, imposant notamment à chacun de ses acteurs de définir une "stratégie charbon" d'ici à la mi-2020.

"Chaque acteur va définir son propre calendrier à partir de 2020 et puis je souhaite également que nous arrivions à définir une date, tous ensemble, à partir de laquelle plus aucun acteur financier en France ne financera les activités charbon", a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, lors d'un point presse à l'issue d'une réunion sur la finance verte.

Désinvestissement des activités liées au charbon

Dans le sillage de Société générale, BNP Paribas Asset Management ou encore Axa, qui ont déjà pris des décisions en ce sens, la place financière de Paris va ainsi se fixer un calendrier global de désengagement ou de désinvestissement des activités directement liées au charbon. Ils devront également proposer aux épargnants des produits "verts" grand public à partir de 2020 et adopter dès à présent une gestion environnementale responsable dans leur fonctionnement quotidien.

Saluant dans un communiqué "une nouvelle étape pour verdir le service financier" par "un engagement collectif concret", Bruno Le Maire a précisé à la presse que ces évolutions feraient l'objet d'une surveillance "efficace, rigoureuse et neutre". "La France est la première place financière au monde en termes de finance verte et nous voulons garder cette place de leader", a souligné Bruno Le Maire.

Assuré par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), le suivi de ces engagements fera l'objet d'un rapport annuel.

La finance verte, un sujet pour le G7 Finances

Pour Paris Europlace, qui met également en avant ce "rôle précurseur", "la transformation de l'industrie financière est un gage de qualité et de performance [qui] contribue à l'attractivité de la place [de Paris] dans la compétition mondiale".

À deux semaines du G7 Finances que la présidence française du Groupe de Sept organisera à Chantilly (Oise), Bruno Le Maire espère par ailleurs que cette initiative lui permettra d'inciter ses homologues à "suivre ce mouvement pour faire en sorte que les places financières [...] des pays les plus riches de la planète cessent de financer des activités polluantes".